

M. le maréchal pourrait-il nous dire à quelle époque de son histoire, notre mère-patrie est tombée aussi bas, est devenue aussi petite à côté des autres nations de l'Europe ?

Si encore les candidats dits bonapartistes, mis en avant par M. McMahon, étaient des hommes nouveaux qui paraissent s'être instruits à la lueur des derniers désastres de l'empire; mais non, ce sont les hommes qui ont aidé Napoléon III dans sa politique anti-catholique, qui ont eu l'appui officiel de McMahon dans les dernières élections, et ce sont eux qui paraissent devoir amener et soutenir sur son trône le jeune prince impérial, après le septennat. Ce troisième régime impérial ne vaudrait donc pas mieux que le précédent.

Ah! il n'est que trop vrai, M. McMahon est un grand malade de la maladie du siècle; il est libéral catholique. Il pense que Dieu et l'Eglise n'ont rien à voir ni à faire dans le gouvernement des sociétés, il rejette le *Syllabus*, se croit plus sage que Pie IX et croit pouvoir se passer de Dieu.

Il recueillera ce qu'il aura semé; l'homme de l'ordre ne produira que désordre et l'histoire dira, encore une fois, que ce n'est pas seulement avec des baïonnettes qu'on maintient les peuples dans le devoir, que ce n'est pas avec une politique seulement humaine qu'on les conduit au bonheur.

La France ne reprendra sa place perdue parmi les nations, qu'en revenant aux principes qui l'avaient faite la première nation du monde; il faut qu'elle redevenue chrétienne-catholique — sans cela elle continuera à descendre.

Tant que la France a tenu à son titre si honorable de Fille aînée de l'Eglise, elle a été à la tête du monde; — reniant sa mère, elle n'aura que le mépris en partage; son héritage sera celui des renégats: la honte et l'ignominie.

### LE PLAN SATANIQUE DU LIBERALISME ITALIEN.

A mesure que les chefs de l'armée antichrétienne voient approcher le moment, depuis si longtemps attendu, où ils pourront livrer l'Eglise à l'assaut décisif, ils ne craignent pas de démasquer les batteries qu'ils avaient tenues jusqu'à cette heure soigneusement cachées. Ils ne dissimulent plus la résolution d'appliquer à l'Italie, en attendant qu'ils puissent les étendre aux autres contrées, les mesures d'oppression dont ils ont fait l'essai en Suisse. Le *Diritto*, organe du premier ministre italien, publiait, il y a peu de temps, les lignes suivantes: "Il est maintenant démontré que l'opinion générale de tous les libéraux reconnaît la nécessité de considérer l'organisation actuelle de l'Eglise Vaticane comme inconciliable avec la conscience nationale. De ce premier résultat, il ne reste plus qu'à déduire les autres conséquences: à savoir, la nécessité pour l'Etat d'adopter un ensemble d'institutions par lesquelles l'organisation actuelle de l'Eglise cesse d'être opposée à la loi, et

"de lui substituer un arrangement des offices et des bénéfices qui puissent être en harmonie avec la conscience de ceux qui, voulant demeurer catholiques, n'entendent pas être cléricaux. Une pareille réforme ne peut s'établir qu'en lui donnant pour base la liberté, et en introduisant largement le système électif dans la collation des offices et des bénéfices... Il n'y a pas d'autoritaires plus dangereux que ceux qui acceptent la pire de toutes les organisations autoritaires, celle dont le *Syllabus* a été le couronnement. On n'est, et on ne peut être libéral qu'à la condition de mettre en pièces cette organisation, et de faire pénétrer le souffle de la liberté, même dans les institutions ecclésiastiques, soumises maintenant au despotisme qui trône au Vatican." (No. du 19 juillet dernier.)

Il suffit de voir ce qui se passe à Genève pour comprendre ce qui se cache d'abominable tyrannie sous cette menteuse profession de libéralisme. Les mesures dont le *Diritto* vient de nous donner le sens ne sont autre chose, en effet, que l'imitation de la législation Carteret, bien plus oppressive que les lois de mai du prince de Bismark. Si la Providence laisse à M. Mancini, le temps de réaliser son projet, les scènes odieuses dont les paroisses catholiques du canton de Genève viennent d'être le théâtre se reproduiront dans toute l'Italie. Les biens des paroisses seront mis à la disposition d'une commission nommée par les électeurs soi-disant catholiques. Et comme les vrais catholiques ne pourront point prendre part à une semblable élection, tous les biens ecclésiastiques, y compris les églises et les presbytères, seront livrés à la merci des mécréants. Or, la commission ainsi nommée sera libre de choisir le pasteur qu'il lui plaira davantage et de refuser celui qui aura été désigné par l'évêque; et le gouvernement ne reconnaîtra comme guide légitime du troupeau que l'intrus ainsi substitué au vrai pasteur. De même, les biens-fonds des évêchés, les cathédrales et les palais épiscopaux seront livrés à des comités provinciaux électifs, lesquels n'en donneront les revenus et la jouissance qu'aux évêques approuvés par eux; et ces prélats pourront seuls, à l'exclusion des évêques désignés par le Pape, recevoir l'*exequatur* du gouvernement. On le voit, c'est purement la "constitution civile du clergé," empruntée par nos libéraux aux révolutionnaires du dernier siècle.

On sait à quelles cruelles persécutions, à quelles profanations horribles, cet attentat schismatique qui a nom "Constitution civile du clergé," avait donné lieu en France.

Ceux qui s'appêtent à le renouveler en Italie pourront se rendre coupables des mêmes violences, mais certainement ils n'obtiendront pas un meilleur résultat. Parviennent-ils à trouver assez d'apostats pour occuper sacrilègement toutes les églises, les vrais catholiques se rangeront partout autour du vrai pasteur; et le mercenaire n'aura autour de lui que le petit nombre des misérables qui n'ont ni assez de foi pour rester catholiques, ni assez de logique pour aller jusqu'au bout de leur apostasie.

Et tout cela se fera au nom du libéralisme. On a